

la chose simplement pour montrer que personne n'est chargé des petits détails et qu'il y a un terrible gaspillage. Toute guerre, cela va de soi, est source de gaspillage. Mais c'est une des raisons pour lesquelles cet emprunt n'a pas réussi; les gens voient tous les jours des exemples de folles dépenses.

Je n'insisterai pas sur le fait qu'on a l'impression que c'est une guerre dirigée par les libéraux. Il est vrai que, dans certains milieux, des gens disent: "Fort bien, vous dirigez cette guerre, payez-la." Le prétexte n'est pas valable. Ce n'était pas une bonne excuse non plus que m'alléguai cet homme,—je ne dirai pas où ni quand,—qui dit qu'il ne souscrirait pas à l'emprunt de guerre, parce que le taux de l'intérêt n'était pas assez élevé. Je n'ai aucune sympathie pour ce type d'hommes. C'est la principale ou la première obligation du Canada et je tiens à dire au ministre qu'à mon sens l'intérêt est suffisant, et que, dans les conditions présentes, il devrait pouvoir obtenir l'argent que nous savons disponible, parce qu'il y a plus d'un milliard et demi de dollars dans les banques d'épargne. De plus, l'argent dépensé par l'Etat revient sous forme de bénéfices aux compagnies, aux particuliers qui feront d'autres placements. L'argent est là si vous pouvez l'obtenir, mais vous devez l'obtenir par les moyens convenables et amener les gens à le fournir pour des motifs convenables.

La vérité simple c'est que la Trésorerie doit entrer en scène et mettre un frein aux dépenses extravagantes. J'ai déjà dit à la Chambre, au cours d'un débat sur l'exposé budgétaire, je pense, que la population à mon avis, fournirait au Gouvernement les fonds nécessaires à la poursuite de la guerre, mais qu'elle exigera de lui une sévère reddition de comptes; elle veut savoir comment l'argent est dépensé et où il va.

Je me proposais de signaler au ministre des Finances et au Gouvernement la question des balances de commerce de l'Empire et du Canada avec les Etats-Unis. C'est une question qui devrait retenir l'attention du Gouvernement et du pays. Il importe hautement que nous sachions comment nous allons protéger

et maintenir sur une base équitable notre position en ce qui concerne le change. Si nous voulons y arriver, nous devons prendre des mesures radicales sous forme de restrictions supplémentaires sur les importations, ou bien nous devons vendre davantage aux Etats-Unis.

Je n'ai pas besoin de parler de la gare terminus de Montréal,—cette chose révoltante que le ministre a fait adopter au cours de la dernière session pour remplir une promesse électorale. Tout l'acier qui y a été utilisé a, me dit-on, été importé des Etats-Unis. Le premier problème, c'est-à-dire la protection et le maintien de notre position sur le marché du change, se trouve être entièrement de notre compétence. Mais la question de vendre davantage aux Etats-Unis dépend de la générosité, peut-être de la prévoyance en affaires, de notre grand voisin du sud.

Quelle est la situation? J'ai groupé une série de chiffres que je ne prendrai pas le temps de citer, mais qui proviennent de la circulaire d'octobre de la National City Bank. Ils ont trait à des denrées seulement; ils n'ont aucune relation avec les balances invisibles ni, je pense, avec les exportations d'or. Je demande la permission de consigner ces statistiques au hansard, sans quoi je devrai prendre le temps de les citer. Cette statistique révèle, dans le commerce entre l'Empire et les Etats-Unis, des balances adverses s'élevant, pour les trois années allant jusqu'au 31 août dernier, à 1,624 millions de dollars, soit plus de un milliard et demi.

De la même source je tiens la statistique du commerce canadien avec les Etats-Unis pour la même période. Elle révèle, pour les denrées seulement, une balance défavorable de 569 millions de dollars. Les chiffres comparatifs ont tous été tirés de statistiques publiées par la National City Bank. Je demanderai la permission de les consigner au hansard, sans les lire, afin que tous les honorables députés puissent en prendre connaissance.

M. L'ORATEUR: Si la Chambre y consent à l'unanimité.

L'hon. M. HANSON: Voici les chiffres:

Année terminée le 31 août	Commerce de denrées entre l'Empire et les Etats-Unis		Balance-adverse
	Achats de l'Empire aux Etats-Unis	Achats des Etats-Unis dans l'Empire	
1937-1938.....	\$1,372,000,000	\$1,120,000,000	\$ 252,000,000
1938-1939.....	1,291,000,000	639,000,000	652,000,000
1939-1940.....	1,790,000,000	1,070,000,000	720,000,000
Total.....	\$4,453,000,000	\$2,829,000,000	\$1,624,000,000

Année terminée le 31 août	Commerce de denrées entre le Canada et les Etats-Unis		Balance adverse
	Achats du Canada aux Etats-Unis	Achats des Etats-Unis au Canada	
1937-1938.....	\$ 510,000,000	\$ 399,000,000	\$ 111,000,000
1938-1939.....	468,000,000	260,000,000	208,000,000
1939-1940.....	660,000,000	410,000,000	250,000,000
Total.....	\$1,638,000,000	\$1,069,000,000	\$ 569,000,000